

MARDI 10 FÉVRIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Dans 18 mois, un krach financier très vraisemblable p.1
- = Mois de tous les dangers pour la zone Euro...en attendant nous pouvons toujours danser ! p.5
- = Apocalypse Now... et pour l'éternité. p.8
- = 90 puits... p.10
- = Une solution parfaite au problème dette gouvernementale/PIB p.12
- = Trois pistes pour profiter du rebond pétrolier de l'économie US p.15
- = « Une économie basée sur l'insatisfaction ne peut pas rendre heureux ! » p.19
- = LA PORTE RESTE ENTREBÂILLÉE... (François Leclerc) p.24
- = RadioShack fait faillite p.25
- = Mondialisation du passé et mondialisation à venir p.26
- = La situation en Grèce m'inquiète (Charles Gave) p.29
- = «SwissLeaks», ou l'investigation commandée (Myret Zaki) p.32
- = Hervé Falciani : « Les vrais terroristes, c'est le monde de la finance » p.32
- = «La croissance! La croissance! C'est pas une raison pour se faire mal!» p.36
- = Explosion de l'euro, le jour d'après : ce qui se passerait si la monnaie unique disparaissait brutalement p.38



Dans 18 mois, un krach financier très vraisemblable

par Morad EL HATTAB* Agoravox dimanche 8 février 2015

« Une récente estimation (...) évalue les actifs de la BCE entre 2700 et 3000 milliards €. Les actifs comprennent l'argent qu'elle a prêté ainsi que les créances douteuses des banques et des pays membres de l'UE. Quant aux fonds propres, ils s'élèvent à 13,3 milliards €. Nous avons donc un effet multiplicatif de 203. A ce niveau-là, la BCE n'est pas une banque : c'est le plus dangereux des hedge funds ! »

L'engrenage grec, Eric Bertinat, ASIN bulletin, février 2012.



22 Janvier 2015, la BCE sauve les marchés... pour 18 mois !

Prise le 22 janvier 2015, la décision par la BCE d'acquérir sur 18 mois 1100 milliards € d'actifs financiers, surtout des bons du Trésor a eu pour objet officiel de financer une relance économique dans l'Eurozone.

En fait, elle a sauvé les marchés financiers de la menace grave et imminente d'un krach obligataire (c'est quand les taux montent et que les actifs baissent).

En effet, depuis septembre 2014, les inquiétudes se multipliaient sur les pays émergents, sur les obligations pourries (pardon, à haut rendement) et même sur les obligations des entreprises.

Un sérieux début de fuite des capitaux du risque vers la qualité avait, le 29 janvier 2015 réduit à 0,35% les taux des obligations d'Etat allemand à 10 ans, et, mais oui, mais oui, à 0,58% les taux des obligations d'Etat français à 10 ans.

Une différence de 0,18% entre la vertu souabe et la grosse cigale française...

Dans cette ambiance, les bonnes nouvelles, telle la baisse du prix du pétrole, ou encore la brillante croissance économique américaine des 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2014 se transformaient presque en mauvaises nouvelles. Les taux de la Federal Reserve allaient-ils remonter devant les perspectives d'une relance économique américaine ? C'était là une menace pour les marchés obligataires.

Incroyable mais vrai, on craint la croissance car elle pourrait faire monter les taux de la FED donc les taux des obligations. Or, quand les taux montent, les cours des actifs baissent.

Il ne restait plus aux investisseurs et autres fonds de placement plus ou moins spéculatifs qu'un seul espoir auquel s'accrocher : la BCE allait acheter massivement des obligations d'Etat, elle le ferait, car elle le devait... C'était le dernier espoir des marchés !

Elle l'a fait, et a décidé d'acquérir sur 18 mois pour 1100 milliards € d'actifs financiers, dont 900 milliards € de bons du Trésor nationaux. Elle prend ainsi le relais de l'ancien « Quantitative Easing 3 » de la Federal Reserve, clos depuis octobre 2014.

Si elle n'avait pas pris le relais, les marchés financiers n'auraient plus eu de soutien.

Ainsi, les hausses vont reprendre, avec une inflation des actifs où la monnaie créée par les Banques centrales chasse des actifs financiers en trop petit nombre. Comme la plupart des investisseurs se financent par emprunt, c'est-à-dire par effet de levier, cela signifie que la bulle spéculative va pouvoir continuer à gonfler.

Depuis que la Federal Reserve a décidé de noyer les marchés sous les liquidités des « Quantitative Easing », les marchés vibrent aux décisions des Banques centrales. Enfin, la BCE a pris le relais de la « Fed ».

La décision de la BCE a immédiatement créé l'euphorie. Pourtant, dès le 28 janvier 2015, certains marchés commencent à diverger : alors que le Financial Times du 27 janvier 2015 enregistre toujours la hausse des marchés menée par la charge des taureaux triomphants (à la bourse de New York, le taureau signifie la hausse), le Wall Street Journal du lendemain annonce déjà pour la journée une baisse de 291 points de l'indice Dow Jones, soit moins 1,65%.

La hausse du dollar érode déjà sévèrement les bénéfices des sociétés industrielles américaines.

La BCE a fait son devoir, et Wall Street baisse après 5 jours... Il n'y a plus rien de sacré ! Ce ne sont, il est vrai, que les baisses habituelles du mois de janvier.

En réalité, depuis l'automne 2012, le « Quantitative Easing 3 » de la Fédéral Reserve a inondé les marchés de plus de 1600 Milliards de \$. Il en a résulté une véritable inflation des actifs où trop de monnaie chasse trop peu d'actifs. Et avec le recours croissant à l'effet de levier, c'est-à-dire le financement par l'emprunt, le gonflement pendant deux ans d'une bulle financière.

En principe, le « Quantitative Easing » qui résulte de l'acquisition, décidée par la BCE, d'actifs financiers dont les bons du Trésor pour 1100 milliards sur 18 mois et plus si nécessaire, doit soutenir la hausse des actifs financiers sur les marchés. Il doit donc gonfler encore la bulle financière pour le bénéfice des investisseurs, surtout pour ceux qui spéculent avec de l'argent emprunté.

Enfin, la BCE se substitue donc à la Federal Reserve.

C'est le « scénario rose » des marchés. Toutefois, la bulle financière a déjà beaucoup gonflé, et il n'y a plus guère que la BCE pour soutenir l'euphorie des marchés.

Cela sera-t-il suffisant ? C'est le pari pascalien de Mario Draghi. Il faut y croire au moins pendant 18 mois, car après les réalités reviendront. Lorsque les marchés cessent de monter, ils descendent, et les spéculateurs doivent rembourser leurs emprunts que les actifs qu'ils ont achetés en garantie ne couvrent plus.

De cette catastrophe, la BCE en a sauvé les marchés.

Il est clair que depuis au moins deux ans, la croissance des marchés résulte essentiellement des politiques quantitatives c'est-à-dire de la création massive de monnaie par les Banques centrales.

A présent, les investisseurs ne s'inquiètent plus guère de la valeur des actifs qu'ils acquièrent mais de la politique des Banques centrales.

Quant à l'économie réelle, elle se caractérise par le retour des grandes inégalités entre les financiers et ceux qui travaillent (en janvier 2015, selon les données de la Fed, les salaires américains ne progressent toujours pas)et pour l'Europe : chut !

*** Morad EL HATTAB & Philippe JUMEL**

Auteurs du livre Les Mécanismes de la crise (Ed. Perspectives Libres, janvier 2015)

Mois de tous les dangers pour la zone Euro...en attendant nous pouvons toujours danser !

Qui perd gagne Posted on 9 février 2015 [The Economis Collapse](#)

Voici le mois où l'avenir de la zone euro sera décidé.

Cette semaine, les dirigeants grecs rencontreront des responsables européens pour discuter de ce qui va advenir de la Grèce.

Le nouveau Premier ministre de la Grèce, Alexis Tsipras, a déjà déclaré qu'il n'acceptera pas une extension du plan de sauvetage actuel.

Les fonctionnaires des autres pays de la zone euro ont déjà dit qu'ils souhaitent que la Grèce à honore pleinement les termes de l'accord actuel et donc une épreuve de force se profile.

Selon le Wall Street Journal, la Grèce est en passe de manquer d'argent dans les semaines si elle n'a pas accès à des fonds supplémentaires .

La Grèce pourrait être contrainte de quitter la zone euro et nous pourrions être confrontés à l'équivalent d'un « Armageddon financier » en Europe.

Si la zone euro explosait, l'euro s'effondrerait et des billions de dollars en produits dérivés seraient en danger.

Selon la Banque des règlements internationaux, **26.45 trillion dollars** dans les dérivés de change sont directement liés à la valeur de l'euro.

Ils pourraient sombrer en un instant.

Pour vous donner une idée, le gouvernement américain consacre un total de moins de 4 trillions de dollars par an.

La dette nationale américaine entière est d'un peu plus de **18 trillion dollars**.

Donc 26 trillion dollars est un montant qui est presque inimaginable.

Et bien sûr, ce ne sont que les instruments dérivés qui sont directement liés à l'euro.

Dans l'ensemble, la bulle mondiale totale des dérivés est plus de 700 trillion de dollars.

Au cours des deux dernières décennies, le système financier mondial est

devenu le plus grand casino dans l'histoire de la planète.

Quand les choses sont stables, les algorithmes informatiques utilisés par les grandes banques fonctionnent très bien et elles gagnent d'énormes sommes d'argent.

Mais quand les choses inattendues se produisent, les marchés se détraquent, les institutions financières qui s'adonnent au jeu sur les instruments dérivés peuvent perdre des quantités massives d'argent très rapidement.

Nous l'avons vu en 2008, et nous pourrions être sur le point de voir cela se reproduire

Si aucun accord ne peut être atteint et la Grèce devrait quitter la zone euro, l'euro tomber d'une falaise.

Lorsque cela se produira, certains, voir beaucoup perdront une quantité extraordinaire d'argent.

Et tout comme en 2008, lorsque les grandes institutions financières commenceront à sombrer, la planète entière plongera dans une autre crise financière majeure.

Donc pour le moment, il est absolument impératif que la Grèce et le reste de la zone euro trouvent un terrain d'entente.

Malheureusement, cela ne peut pas arriver.

Le nouveau Premier ministre Grec n'est pas disposé à un compromis.

Tsipras a également promis que son gouvernement allait guérir les «blessures» induites par les mesures d'austérité, s'en tenir à des promesses de campagne donnant gratuitement de la nourriture et de l'électricité à ceux qui ont souffert, rétablir les fonctionnaires qui avaient été licenciés dans le cadre du plan de sauvetage, induit par les conditions d'austérité.

Avant le sommet, de jeudi, les ministres des Finances de la zone euro vont se réunir mercredi pour discuter de ce qu'ils doivent faire.

Si ces deux réunions n'aboutissent pas cette semaine, nous pourrions envisager de gros ennuis .

En fait, la Grèce est avertie qu'elle n'a que jusqu'au 16 Février pour demander une prolongation du plan de sauvetage en cours ...

La réunion suivante de l'Eurogroupe le **16 février** serait la dernière chance

pour la Grèce de demander une prolongation du sauvetage parce que certains pays de la zone euro devront consulter leurs parlements.

Le plan de sauvetage pour la Grèce actuelle expire le 28 février

Le pays pourra plus obtenir, alors, des financements ou des allègement de la dette de ses prêteurs et aura peu d'espoir de se financer sur les marchés.

La zone euro semble condamnée dans la configuration que nous voyons aujourd'hui, et ce n'est juste qu'une question de temps avant qu'elle implose

M. Greenspan, président de la Réserve fédérale de 1987 à 2006, a déclaré: «Je crois que la Grèce finira par quitter la zone euro.

C'est juste une question de temps avant que tout le monde reconnaisse que la séparation est la meilleure stratégie.

Les Grecs savent que si ils quittent la zone Euro ils pourraient briser l'ensemble de l'union monétaire.

Donc, ce qui leur donne une énorme quantité d'effet de levier.

Le Ministre grec des Finances Yanis Varoufakis est même allé jusqu'à **comparer la zone euro à un château de cartes ...**

» L'euro est fragile, c'est comme construire un château de cartes, si vous retirez la carte grecque, les autres vont se effondrer

La zone euro est confrontée à un risque de fragmentation et «dé-construction», sauf si elle est confrontée au fait que la Grèce, et pas seulement la Grèce, est incapable de rembourser sa dette dans les conditions actuelles, Varoufakis

«Je mets en garde tous ceux qui envisagent stratégique qui ampute la Grèce de l'Europe parce que c'est très dangereux », at-il dit.

« Qui sera le prochain pays après nous? Le Portugal?

Que se passera quand l'Italie découvrira qu'il est impossible de rester à l'intérieur du carcan de l'austérité? »

Après tout ce temps et après tant de plans de sauvetage, nous avons finalement atteint le jugement dernier

Il y a une possibilité très réelle que la Grèce quitte la zone euro

L'élite se prépare à cette éventualité.

Ce qui suit est d'un récent rapport du Wall Street Journal ...

Le gouvernement britannique accélère la planification d'urgence pour se préparer à une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro et à l'instabilité du marché qu'une telle démarche créerait.

Le gouvernement britannique a déclaré que le bras de fer entre le nouveau gouvernement anti-austérité de la Grèce et la zone euro augmente les risques pour l'économie mondiale et au Royaume-Uni.

L'Italie, l'Espagne et le Portugal sont tous dans une position similaire et chacun d'eux pourrait rapidement devenir « la prochaine Grèce.

Mais plus préoccupant encore est ce qu'un «Grexit» ferait à l'euro.

Si l'euro tombe en dessous de la parité avec le dollar américain, les pertes des produits dérivés vont être absolument hallucinantes.

Et couplé avec l'effondrement du prix du pétrole, nous pourrions envisager une certaine instabilité financière extrême dans un avenir pas trop lointain.

Rappelez-vous de Lehman Brothers.

Leurs problèmes ce sont développés sur une longue période de temps, mais nous ne avons appris la pleine mesure de leurs difficultés sur un jour très inquiétante en 2008, et ce jour-là ont changé le monde.

Comme vous lisez ceci, de gros problèmes financiers se préparent en arrière-plan.

Ils finiront par venir à la surface.

Quand ils le feront, la planète entière sera tétanisée.

En attendant nous pouvons toujours danser

[Apocalypse Now... et pour l'éternité](#)



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 10 février 2015

En tant que psychanalyste politique, j'ai toujours trouvé la mi-temps du Super-bowl le plus parfait résumé de la psychose dans laquelle a sombré la culture américaine d'année en année. Il faut dire que la plus récente version nous ait signalé une rupture totale avec la réalité, un cauchemar de robots

lancés dans une chorégraphie suggestive dans une galerie des glaces, comme si les Etats-Unis avaient finalement abandonné leur âme abîmée pour une carte-mère sans scrupule dont les battements résonnent depuis le fin-fond du palais souterrain du Diable. C'est pourtant la seule explication à des évènements autrement incompréhensibles comme le rôle joué par les Etats-Unis dans le règne du chaos en Ukraine.

Comment expliquer autrement le rapport publié ce matin par le *New York Times* selon lequel les Etats-Unis « prévoient désormais de fournir des armes et équipements de défense aux forces assiégées de Kiev », et qu'un « certain nombre de fonctionnaires militaires et administratifs soutiennent désormais cette position ».

Lecteurs du *New York Times*, ici la Terre : J'ai le regret de vous informer que cette décision a déjà été prise il y a un an lorsque les Etats-Unis ont financé le coup d'Etat contre le président élu du pays, Viktor Yanukovych, après que le pauvre homme a décidé de ne pas rejoindre l'Union européenne mais de se rapprocher de l'Union économique eurasienne de la Russie. Oups ! Il est temps d'agir, Bub, a-t-on pu entendre dire la sous-secrétaire du Département d'Etat, Victoria Nuland, lors d'une communication téléphonique avec l'ambassadeur américain interceptée clandestinement. Quelqu'un peut-il me trouver Yats ? Oui, Yats ! (Arseniy Yatsenyuk, de l'UKR)! Et branchez notre clé Bluetooth du pouvoir à son cerveau !

C'est ainsi que l'année dernière, la cabale représentée par les Etats-Unis, l'Union européenne et le FMI ont envoyé des renforts financiers (à hauteur de plusieurs milliards de dollars), des armes et des soldats dans le borbier ukrainien. La semaine dernière, un journaliste présent sur place s'est approché d'un soldat UKR simplement pour s'entendre dire, dans un anglais parfait, de « dégager de mon chemin ». Pardon ? La vidéo YouTube a été visionnée partout dans le monde et à l'heure actuelle, aucun agent du gouvernement américain n'a été appelé pour rendre des comptes. Comme je l'ai dit, une galerie des glaces.

Mais je m'emporte peut-être un peu. Après tout, la véritable question à nous poser est de savoir ce que nous faisons en Ukraine, et pourquoi il devrait nous importer que l'Ukraine s'aligne avec la Russie. Et surtout, pourquoi n'est-il pas évident que l'Ukraine appartienne à la sphère d'influence de la Russie, et y appartient depuis plus de cinq-cents ans, pour une excellente

raison qui a été démontrée plus récemment par l'invasion de Napoléon en 1812 puis l'Opération Barbarossa lancée par Hitler en 1941.

Dans les deux cas, la Russie a dû sa survie à l'étendue de plaines ukrainiennes où le « Général Hiver » a pu mener ses propres opérations de défense grâce à ses vents violents, ses tempêtes de neige, ses températures glaciales et les gelures qui ont finalement eu le dessus sur les envahisseurs. Tout au long de l'histoire moderne, l'Ukraine a été sous la protection implicite des tsars russes. Elle a été une province de l'URSS. Des centaines d'années auparavant, Kievan Rus était au cœur d'une culture russe émergente et d'un royaume qui s'est plus tard développé avant de se déplacer à Moscou.

Vous avez saisi la situation : l'Ukraine a depuis longtemps été associée avec la Russie, une association pas toujours heureuse, quelquefois tragique, mais un fait de la vie et de l'Histoire que les Etats-Unis et leurs acolytes de la bureaucratie de l'Union européenne tente désormais de remettre en question sans raison aucune. Existe-t-il quelqu'un qui ne soit pas complètement perdu dans le crack ou figé tel un rayon laser devant le Klan Kardashian et qui se souvienne si les Etats-Unis ont un jour ennuyé les Soviétiques avec la question ukrainienne ? Non. Pour l'excellente raison que nous avons accepté la relation entre les deux nations mentionnée plus haut. Qui a donc pu penser judicieux de lancer une troisième guerre mondiale aujourd'hui dans cette région du monde où tant d'autres aventuriers ont connu leur perte ? Et qu'entendons-nous par « armes défensives » ? Les systèmes d'armement modernes ne fonctionnent-ils pas « dans les deux sens » ? Je vois que la liste comprend des « missiles anti-armures » (des missiles anti-char) et des drones, ces derniers étant certainement maniés à distance par des militaires Américains as des jeux vidéo prenant pour cible des « méchants » pixellisés tout en dévorant cartons de glace et des hamburgers.

Pas vraiment dans le style d'*American Sniper*.

90 puits...

Patrick Reymond 10 février 2015

90 puits ont fermés, nous dit on sur le mode "catastrophe on", aux USA, en très peu de temps. Mais il faut, pour donner l'alerte, disposer de données fiables et certaines.

Il n'y a rien de plus ridicule qu'une alarme déclenchée pour rien, et dans ce cas là, c'est plus que rien.

Explications.

Les USA sont LE pays du forage. ils disposent depuis longtemps d'une industrie soviétoïde de forage, gavée de subventions, qui leur permet d'avoir 500 000 puits (depuis plus de 70 ans), d'en réformer 8000 par an, et d'en creuser à peu près autant.

La seule différence est dans l'efficacité. En 1944, les 80 % des puits mondiaux, aux USA, produisaient les 2/3 de la production. Aujourd'hui, les 2/3 des puits mondiaux, toujours US produisent un petit 10 %.

A cela s'ajoute, car on ne parle que de la production classique, le pétrole de schiste, ainsi que le gaz, qui a conduit cette industrie du forage au délire. On est passé à une cadence nettement supérieure, et on a creusé 700 000 puits...

Donc, faire comme le Figaro et sonner l'alarme pour la fermeture de 90 puits en une semaine, alors que les puits de pétrole classiques sont environ 150 à fermer chaque semaine, c'est un peu franchement ridicule.

Ce ne serait pas la même si on parlait de sites de production, mais les subventions du gouvernement à l'exploitation les maintiennent longtemps, très longtemps, en vie. Ils coûtent lors du forage, mais lors de la phase d'exploitation, ils sont maintenus jusqu'à ce qu'ils ne produisent que quelques barils.

Sans doute ce sont les nouveaux forages qui battent de l'aile, mais pour ce qui est des puits existant, il se trouve toujours, aux USA, des indépendants pour les reprendre, ne serait que pour une bouchée de pain, et encaisser les 30 000 \$ annuels de prime d'exploitation.

Les chiffres annoncés sont ridicule et on confond allègrement puits et sites. Un site de production est loin de compter un seul puits, et le nombre total creusés de puits pour les hydrocarbures de schistes dépassent les 700 000 depuis 2007. Cela était, pour l'industrie du forage, une croissance de 1000 %, et correspond aux 5000 milliards de \$ investis. Un petit millier de forage n'aurait pas eu cet impact et n'aurait d'ailleurs, même pas été visible dans le bruit de fond de l'industrie pétrolière US.

Le seul problème pour le ROW (reste du monde), c'est que ni le système fiscal US, ni l'industrie US du forage ne sont exportables...

Ils sont une création, pure et simple, du système dollar.

Mais, un autre article est intéressant, lui. La baisse du prix du renouvelable est sans doute aussi une cause de la crise pétrolière.

Il est bizarre, d'ailleurs, de constater que ceux qui critiquent les subventions au renouvelable, ne mouftent guère devant le tapis de subvention, déjà carabiné, qui s'annonce en vertigineuse augmentation pour l'industrie pétrolière.

On assiste, vraisemblablement, à l'effondrement économique d'un secteur pétrolier, coincé entre l'atonie d'une demande, créée par la hausse naguère des prix pétroliers, et le besoin d'investissements nécessaires pour maintenir cette production, et l'augmenter un peu.

C'est la quadrature du cercle, et comme je le disais, la déglobalisation n'est pas un vœu, c'est un FAIT, avec l'effondrement du BDI (Baltic Dry Index ou indice du fret de lamer du nord), passé en dessous de 600 (559 exactement) alors qu'il était bien au dessus de 12 000 en 2008...

Il a quasiment rejoint les niveaux d'il y a 30 ans, quand il y avait 2 milliards d'êtres humains en moins sur terre.

Une solution parfaite au problème dette gouvernementale/PIB

10 fév 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ *Nafea faa ipoipo ?*

Avant d'en arriver là, cher lecteur, nous voulons dissiper tout doute : nous nous attendons à un craquement... voire un krach... sur les marchés actions à un moment ou à un autre cette année. Nous ne pensons pas, cependant, que ce sera la fin de l'histoire. Nous soupçonnons plutôt que ça marquera la fin d'un chapitre et le début d'un autre — le chapitre final de la bulle du crédit entamée au début des années 70.

C'est une longue histoire. Et c'est une grande histoire.

Domage qu'elle ait tant été mise dans l'ombre. Le Watergate... le Vietnam... des massacres de Hanoï à Bombay, de Boy George à J-Lo. Les gens ordinaires ont le temps pour la Coupe du Monde et le Tour de France... mais pas pour la Super Bulle, quand bien même elle devrait leur être

beaucoup plus importante.

De plus, l'histoire de la Super Bulle reste à conter. Le mieux que nous puissions faire, c'est vous la révéler par petits morceaux, à mesure que nous les découvrons.

▪ **En attendant...**

... Au cas où votre tahitien serait un peu rouillé, voici une traduction de *Nafea faa ipoipo ?* : “quand te maries-tu ?”

Cela a également l'honneur d'être désormais l'oeuvre d'art la plus chère jamais vendue. Peint par Paul Gauguin en 1892, ce tableau a rapporté 300 millions de dollars lors d'une vente aux enchères vendredi dernier.

Qu'est-ce qui le rend si précieux ? “Gauguin ne peindra jamais un seul tableau de plus”, direz-vous. Mais on pourrait en dire autant de n'importe quel artiste décédé.

“C'était un génie”, pourriez-vous ajouter. Mais s'il était un grand artiste, il ne l'était pas moins il y a 10 ou 50 ans, quand ses tableaux se vendaient une fraction du prix obtenu la semaine dernière.

Certes, il est mort. Et certes, il était peut-être un génie... mais pourquoi une oeuvre ordinaire réalisée par un Français atteint de *rigor mortis* vaut-elle autant d'argent ?



© Wikimedia Commons | Tableau de Paul Gauguin, huile sur toile, 1892 — *Nafea Faa Ipoipo*
(*Quand te maries-tu ?*)

Nous avons une meilleure explication : ce prix subit l'effet de la bulle

mondiale du crédit. En d'autres termes, c'est une chose supplémentaire qui nous fait dire : "hein ?"

Nous ne pouvons qu'en rire. Les riches deviennent plus riches : les banques centrales s'en assurent. Elles prêtent de l'argent qu'elles n'ont jamais eu à des taux extraordinairement bas et font grimper les actifs des riches. Que font ensuite lesdits riches avec cette richesse magique ? Est-ce qu'ils investissent dans de nouvelles usines, embauchent et font du monde un endroit plus prospère ?

Pfff... pourquoi se donner cette peine ? Le monde a déjà trop de capacité — grâce à un excès de crédit (et de dette). Les hommes d'affaires, les investisseurs et les spéculateurs ont pu emprunter sans le moindre souci. Ils ont construit des usines en Chine, foré des puits de pétrole au Texas et produit des voitures en veux-tu en voilà.

A présent que peuvent-ils faire... sinon chercher des moyens de s'impressionner les uns les autres ?

▪ **La réponse à tous les problèmes des gouvernements !**

Tout ça devient chaque jour plus stupéfiant. Les banques centrales achètent les actifs des banques intermédiaires (QE). Cela augmente la proportion des dettes dans les bilans des banques centrales et met encore plus de *cash* à la disposition des investisseurs, des spéculateurs et des amateurs d'art.

Pendant des mois, voire des années, les économistes sérieux se sont inquiétés de ce qui se passerait lorsque les banques centrales devraient dégonfler la bulle en revendant leurs obligations sur le marché privé. C'est le seul moyen de réduire la masse monétaire et de faire revenir les choses à la normale.

Parce que les choses *doivent* revenir à la normale, un jour ou l'autre, non ?

A présent, c'est tout juste s'ils se donnent la peine d'y penser. Parce que "la normale" n'est pas près de revenir. Les banques centrales ne revendront jamais leurs actifs (des obligations) sur le marché. L'air ne sera pas évacué de la bulle du crédit. Pas volontairement. Au lieu de ça, les banques centrales continueront à acheter de la dette — principalement aux gouvernements —, à l'entasser dans leurs coffres et à en jeter la clé. Elles savent parfaitement qu'elles ne pourront jamais se débarrasser d'autant d'obligations sans causer un krach sur les marchés obligataires. Et devinez quoi ? Les intérêts qu'elles touchent sur les obligations gouvernementales sont reversés au payeur — le

gouvernement lui-même.

Dans les faits, plus les banques centrales rachètent les dettes des gouvernements, plus la dette gouvernementale baisse. Vous imaginez un peu ? Quelle élégante solution au problème dette gouvernementale/PIB — il suffit de vendre à la banque centrale, et fini ! Quel magnifique système. Quelle escroquerie.

Les banques centrales ont déjà absorbé quelque 10 000 milliards de dollars de dettes — provenant en grande partie des gouvernements. Très probablement, ces dettes ne réapparaîtront plus jamais sur les marchés. Que leur arrivera-t-il ? Elles reviendront d'où elles viennent — et disparaîtront dans les airs.

La signification de tout ça est encore en train de se préciser. Tout ce que nous savons pour l'instant, c'est que les choses sont de plus en plus déséquilibrées. D'une manière ou d'une autre, un jour ou l'autre, elles devront revenir à l'équilibre. Nous nous demandons combien "*Nafea faa ipoipo*" vaudra à ce moment-là...

[Trois pistes pour profiter du rebond pétrolier de l'économie US](#)

10 fév 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Tous les économistes, tous les stratèges, tous les gérants le martèlent : les Etats-Unis sont fermement installés sur les rails de la croissance. La machine à créer de la richesse et des emplois n'est pas loin de tourner à son régime optimal. Sur quoi repose ce discours empreint d'un optimisme qui flirte avec le *wishful thinking* ?

Sur les 250 000 nouveaux postes créés chaque mois ? Un montant si phénoménal qu'à ce rythme, le retour au plein emploi (c'est-à-dire un taux de chômage voisin de 5%) sera atteint d'ici fin 2015.

Il faut dire que trois millions d'emplois créés par an, voilà un chiffre qui en impose !

Sauf que l'accroissement naturel de la population américaine est de 0,75% par an, soit +3 200 000 individus (non comptés les travailleurs clandestins).

Autrement dit, si les départs en retraite n'étaient pas si nombreux, si 11 millions de chômeurs de longue durée et de chercheurs d'emplois

découragés n'avaient pas disparu, gommés d'un clic de souris, des statistiques officielles depuis 2009, le tableau serait perçu très différemment.

Mais enfin... les chiffres officiels attestent de la création de 10 millions d'emplois depuis 2010 et d'une division par deux ou presque du nombre de chômeurs. Si c'était faux, cela se saurait !

Mais il n'est de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. La population américaine fait preuve d'une grande passivité face à la propagande néolibérale — qui s'appuie sur Wall Street et des médias sous le contrôle des 1% ayant tout intérêt à tromper les 99% qui n'appartiennent pas à la super-élite.

Il y a un moyen bien plus efficace et imparable de démasquer le mensonge officiel institutionnalisé

▪ **Un chiffre incontestable...**

Nous n'allons pas débattre de la véracité des chiffres officiels en passant au crible leur mode de calcul, les "redressements" et autres biais tortueux auxquels les soumettent les statisticiens. Il y a un moyen bien plus efficace et imparable de démasquer le mensonge officiel institutionnalisé.

Il suffit de se référer à un autre chiffre qui, pour le coup, est incontestable parce que difficile à trafiquer : il s'agit du taux de participation de la population active. Il était tombé à son plancher historique (soit depuis 1978) fin décembre, sous les 63%, avant de se redresser symboliquement en janvier.

1970 c'est loin, toutefois, alors prenons comme référence l'an 2000 : le taux était de 67,4% à fin décembre 1999 et de 66,2% en janvier 2008, avant que n'éclate la crise.

Il y a pire encore : les chiffres officiels du Bureau des statistiques de l'emploi nous enseignent que le taux d'Américains possédant un emploi (soit salarié, soit comme artisan, commerçant, agriculteur, etc.) est tombé de 63,3% à la mi-2007 à 58,3% en 2010 — et ne s'est nullement redressé depuis.

Cela signifie que 102 millions d'Américains qui pourraient travailler à temps plein ou à temps partiel (pour ceux que cela arrange, je ne parle pas du temps partiel "subi") sont en dehors du marché de l'emploi.

C'est un chiffre vertigineux. Le tableau est encore plus consternant lorsque l'on sait qu'un quart des salariés américains vient en dessous du seuil de pauvreté : leurs revenus ne leur suffisent pas pour vivre, même chichement, dans un *mobile home* avec une voiture d'occasion qui vaut moins de 1 000 \$.

En tout, cela représente 52 millions de personnes, soit plus que la population espagnole (47 millions) ou 75% de la population française (66 millions environ).

▪ **Quels secteurs profitent le plus de ce rebond ?**

Cependant, faisons semblant quelques minutes de mordre à l'hameçon des chiffres officiels qui traduisent le retour en force durable de la croissance. Notre questionnement portera alors sur la nature des nouveaux emplois et les revenus qui y sont associés.

Sans surprise, sur les deux derniers mois de l'année 2014, ce sont la distribution et la restauration qui ont le plus embauché, avec comme point commun les plus bas salaires qui se pratiquent aux Etats-Unis. En effet, serveurs et serveuses, barmen et barmaids, sont en partie rémunérés au pourboire.

La chute de 40% du prix du carburant s'est accompagnée de recrutements massifs dans le secteur des transports routiers

A peine plus surprenant, la chute de 40% du prix du carburant s'est accompagnée de recrutements massifs dans le secteur des transports routiers, avec une prédilection pour les chauffeurs de poids lourds (les fameux 18-roues de 30 tonnes et plus).

Pour bien gagner sa vie, pas de secret, il ne faut pas compter ses heures et rouler de jour comme de nuit, le plus grand nombre de jours possible par mois... Pas idéal pour la vie de famille.

Jusqu'à la fin du premier semestre 2014, le secteur qui embauchait le plus, c'était celui de l'extraction pétrolière (*shale oil*), induisant un recoupement assez naturel avec le transport de brut et de carburant par camion-citerne ou par transport ferroviaire. Il en est résulté un trafic record par voie ferrée entre les centres de production situés le plus souvent au nord et les raffineries implantées majoritairement dans le sud du pays.

Pour prendre la pleine mesure de ce que représente le transport routier aux Etats-Unis, la carte des emplois majoritaires par état ([cliquez ici pour la découvrir](#) — le lien est en anglais) est édifiante.

Examinons maintenant quel est l'impact prodigieusement favorable de la spectaculaire chute du prix du baril au cours des six derniers mois.

Le *gallon* d'essence est passé de 3,90 \$ en moyenne (et même plus de 4 \$ en Californie, prix constaté lors de mon séjour là-bas en août dernier) à 2,1 \$.

Dans ces conditions, la grosse surprise, de notre point de vue d'Européens soucieux de réduire notre empreinte carbone, c'est la hausse de 6,3% du volume de carburant vendu rien qu'au mois de janvier 2015 par rapport au mois correspondant en 2014. Cela propulse la quantité consommée au-delà des trois milliards de *gallons* — c'est-à-dire à l'égal du niveau record mesuré durant l'été 2007 (en plein hiver cette fois-ci).

Le prix moyen de l'essence et du diesel a chuté de 37% au cours des six derniers mois... mais le chiffre d'affaire des stations services n'a baissé que de 25%.

▪ **Qu'en dit le secteur automobile ?**

Le plein coûtant moins cher, les Américains circulent davantage. Ils abandonnent la marche à pied et les transports en commun, s'affranchissent allègrement des contraintes de la conduite économique... et vraaaoum !

La preuve ? Les ventes de SUV de grosse cylindrée ont explosé de 42% en janvier et de 33% l'an dernier... Parallèlement, les Hummers, avec leur consommation de paquebots routiers, redeviennent à la mode !

Il en résulte qu'en dépit des progrès techniques visant à réduire la consommation des véhicules particuliers (en-deçà des cinq litres aux 100 kilomètres), la surreprésentation des 4×4 et *muscles cars* (vous savez, ces monstres de puissance énergivores, avec des capots de deux mètres de long et des pneus extra-larges), la consommation moyenne aux 100 kilomètres est remontée au même niveau qu'en 1980, avant le second choc pétrolier.

Avec le pétrole de schiste et la propagande visant à faire croire à l'indépendance énergétique imminente des Etats Unis, les Américains retrouvent leurs réflexes des décennies passées

Avec le pétrole de schiste et la propagande visant à faire croire à l'indépendance énergétique imminente des Etats Unis, les Américains retrouvent leurs réflexes des décennies passées -hors chocs pétroliers –, quand ils avaient le sentiment que l'essence serait éternellement disponible en quantité illimitée... et qu'elle demeurerait quasi-gratuite.

La seule consolation, c'est que le nombre de particules émises diminue du fait des pots catalytiques. Sinon, l'argent économisé sur un plein est en quelque sorte transformé en un plein et demi... et j'exagère à peine !

Le reste de l'argent économisé... Eh bien, selon les dernières données communiquées par les banques américaines, il est dépensé pour seulement un

tiers, utilisé pour se désendetter également pour un tiers puis épargné pour le dernier tiers.

Autrement dit, il ne faut pas compter sur la manne pétrolière pour doper la consommation de produits et services en 2015.

Les seuls qui peuvent se frotter les mains sont les constructeurs automobiles qui ont misé sur les modèles haut de gamme à moteur six ou huit cylindres, montés sur pneumatiques de tracteurs ou de F1. Il y a aussi les stations-service, avec une hausse de la fréquence des pleins qui entraîne un surcroît de ventes de café et de boissons fraîches.

Tout un écosystème basé sur la surconsommation et la démesure... mais qui n'est pas si facile à jouer en bourse. Je vous propose tout de même trois pistes d'investissement.

Les stations de lavage (pas facile de faire briller les jantes larges à moins de prendre les programmes cinq étoiles avec jets haute pression et finition *polish*) ; les équipementiers automobiles capables de mouler des réservoirs de 120 litres et plus ; et enfin les fabricants de pneus XXL ou ceux destinés aux gros utilitaires (les 18-roues mentionnés plus haut) — le marché du renouvellement s'y présente bien, avec l'allongement spectaculaire des distances parcourues par tous les types de véhicules sur le sol américain.

« Une économie basée sur l'insatisfaction ne peut pas rendre heureux ! »

Charles Sannat 10 février 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Voilà, aujourd'hui j'aurais pu vous parler encore une fois de la Grèce car il y en a des choses à dire sur la Grèce et sur nos gentils zamis les « Zallemands », mais finalement j'avais plutôt envie que l'on s'échappe du

quotidien. J'avais envie de vous parler permaculture, bonheur, et de Pierre Rabhi qui était l'invité de la matinale de France Inter à la fin du mois de janvier. Je sais, nous sommes en février mais ce n'est pas grave après tout. Il nous faut ralentir !!

Alors évidemment, avec Pierre Rabhi, on parle rapidement de la décroissance. Quel joli mot la décroissance... Enfin non, pas vraiment, car donner envie aux gens de devenir des « décroissants » c'est assez difficile. Les gens aiment la croissance. Les politiques aiment la croissance et tout notre monde s'est progressivement organisé autour de la notion cardinale de croissance, la croissance devant être comprise comme une augmentation en valeur absolue de la richesse produite chaque année mesurable à travers un seul indicateur : la progression du PIB.

Alors très vite la critique fuse. « En fait vous êtes pour la décroissance ? » avec toute la connotation négative que l'on peut mettre là-dedans. Pourtant, si le mot décroissance n'est effectivement pas le plus glamour, parler d'une forme de sobriété et de simplicité n'est pas absurde. Le bonheur n'a jamais été dans le plus de possession.

Alors très vite, on explique à Pierre Rabhi qu'il préfère le passé, or le passé « c'est l'obscurantisme », dit notre aimable présentateur Patrick Cohen. Pourtant, le futur n'est pas forcément le « prôôgrèèèèèèè » (à dire en bêlant). Il ne faut pas confondre révolution des Lumières (pourtant bien éteintes ces derniers temps) avec progrès uniquement dans son acceptation technique et technologique. L'aïe-Pad n'est rien et ne présente rien pour l'humanité si ce n'est un gadget, aussi sympathique soit-il. De la même façon, les premiers Walkman ne représentaient pas plus même si mon père pensait à l'époque qu'écouter de la musique me rendrait totalement fou et demeuré...

Non le futur n'incarne pas plus le progrès que la passé ne doit être idéalisé. L'on doit absolument pouvoir s'extraire de ces débats manichéens, stupides et clivant – gauche ou droite, pour ou contre, -phobe ou -phile, etc. – pour nous concentrer sur le pragmatisme et éviter toute idéologie stupide.

Non la croissance infinie dans un monde fini n'est pas possible que cela plaise ou non au système, c'est une aberration intellectuelle que de le croire et de le proclamer.

Non la croissance cela n'a aucun sens, car il n'y a aucune fin à croître sans

fin. Parlons de développement, parlons d'évolution de nos sociétés mais la croissance économique en soit doit devenir un horizon dépassable.

Notre évolution doit être supportable pour notre environnement. Nous devons nous situer dans l'harmonie avec nos semblables et avec ce qui nous entoure. Des solutions existent d'ailleurs. Nous pourrions effectivement quitter pour partie l'agriculture intensive pour pousser à l'émergence d'une permaculture pourvoyeuse d'emplois par exemple. Dire cela ne veut pas dire plaider pour s'éclairer à nouveau à la bougie. Cependant, tout le monde doit être bien conscient que si nous ne choisissons pas collectivement ce que nous voulons faire croître et ce que nous accepterons de voir décroître, c'est l'ensemble de la société humaine qui sera menacé assez rapidement par les problématiques environnementales au sens large (je ne parle pas du réchauffement climatique, prenons simplement le cas de pollution de l'air et de la pollution des eaux) !

Notre modèle de société rend par nature malheureux !

Pierre Rabhi parle à plusieurs reprises de notre consommation d'anxiolytiques. Il a raison. Il a raison de dire – car c'est le plus important – que par sa nature même, notre système de consommation de masse est basé sur l'insatisfaction. Pour être de bons consommateurs, vous devez être en permanence insatisfait et à travers l'achat trouver cette satisfaction qui vous manque tant. Pourtant, une fois acheté votre dernière acquisition, il vous faudra à nouveau vous sentir insatisfait pour désirer autre chose.

Par nature, notre société, le système rend tous ses membres profondément malheureux et tristes car en permanence insatisfaits.

Si l'on considère que la seule chose que l'on souhaite à ceux que l'on aime le plus c'est d'être heureux, alors le bonheur ne peut pas s'accommoder d'une insatisfaction chronique et permanente. Cela veut dire que pour être heureux, il est impératif de se détacher du système de croissance par la consommation reposant elle-même sur l'insatisfaction. C'est pour cela que je suis un fervent défenseur et partisan non pas de la décroissance mais de l'émancipation et de la libération des âmes par la simplicité volontaire. Pour que le système tombe, il n'y a point besoin de révolutions violentes, il suffirait juste que nous arrêtons tous de jouer la partie que l'on nous impose.



Partie 1 : http://www.dailymotion.com/video/x2ft6at_p-rabhi-nous-sommes-dans-un-monde-laid-tout-est-pratico-pratique_news

Partie 2 : http://www.dailymotion.com/video/x2ft7wl_p-rabhi-la-nature-n-a-pas-besoin-de-nous-et-nous-avons-besoin-d-elle_news

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Charles SANNAT

[Chine : exportations en baisse de 3,2 % en janvier](#)

Voilà une dépêche de l'agence de presse chinoise qui vient corroborer la baisse très importante du BDI, l'indice du fret maritime. Ces chiffres sont pour le moment cohérents entre eux, donc à ce stade nous pouvons dire que nous sommes face à une baisse de la croissance, de la production et du nombre de marchandises transportées. Ce n'est évidemment pas bon signe pour la soi-disant reprise mondiale.

Charles SANNAT

BEIJING, 8 février (Xinhua) – Les exportations chinoises ont reculé en janvier de 3,2 % en glissement annuel à 1 230 milliards de yuans (200,78 milliards de dollars), selon des chiffres rendus publics dimanche par les douanes.

Les importations ont quant à elles atteint 860 milliards de yuans, en baisse de 19,7 %.

Bientôt une base militaire russe à Chypre

Et si nous assistions à la formation d'un axe ou d'un arc orthodoxe au sein même de l'Europe et de la zone euro ? Et si Chypre, et la Grèce, passait sous « protectorat » économique russe ? Cela serait alors de nature à fragmenter l'Union européenne, de même que la possibilité de sanctions économiques à l'égard de la Russie. Cela permettrait à ces deux pays européens en délicatesse avec l'euro de desserrer l'étau financier de la Troïka.

D'ailleurs, Alexis Tsipras a reçu l'Ambassadeur de la Fédération de Russie en tout premier lieu... un symbole qui en dit long.

Charles SANNAT

Chypre proposera à Moscou de déployer une base militaire sur le territoire de l'île, a annoncé dimanche le président chypriote Nikos Anastasiadis.

Selon le dirigeant de l'État insulaire, un accord de coopération militaire entre Chypre et la Russie sera signé lors de sa visite à Moscou programmée pour le 25 février.

« Il y a un ancien accord, qui doit être renouvelé. Dans le même temps, des sites supplémentaires seront mis à disposition, comme c'est le cas avec d'autres pays, dont la France et l'Allemagne », a expliqué M. Anastasiadis cité par l'agence Chine nouvelle.

La future base militaire russe destinée à accueillir des avions se situerait à une quarantaine de kilomètres de la base aérienne britannique d'Akrotiri (sud).

[Lire la suite ici sur le site de l'agence Sputnik](#)

Un quart des téléviseurs ne fonctionneront plus en 2016

Selon cet article du *Figaro*, cela va vous coûter à nouveau cher en télé. Évidemment, c'est pour votre bien et prochainement l'image sera d'une pureté jamais égalée. D'ailleurs, à chaque fois que l'on change de norme, c'est pour avoir une image nouvelle à la qualité jamais égalée... et le son ma brave dame, le son d'une profondeur ma brave dame....

Sinon, vous pouvez faire comme moi au plus grand dam de mon percepteur qui, tous les ans, me réclame la redevance et à qui je précise tous les ans que j'ai balancé ma télé il y a maintenant 14 ans ! 14 ans sans télé, cela fait un

bien fou.

Charles SANNAT

« La nouvelle norme concerne les 45 % de foyers qui reçoivent la télé uniquement par la TNT. Les abonnés à la télé par ADSL, câble, fibre ou satellite ne sont théoriquement pas concernés.

Et, sur certains téléviseurs, cela pourrait se traduire, à partir du printemps 2016, par un écran noir... Si le scénario n'est pas sans rappeler le passage au tout-TNT en 2011, il s'agit de s'adapter à une nouvelle évolution de la technologie. »

[Source ici](#)

L'économie française devrait croître de 0,4 % au premier trimestre 2015

Le premier effet est une très légère remontée de la croissance et l'on se félicite d'un taux de croissance totalement minable et lamentable de 0,4 % au lieu de 0,1 % alors que les taux d'intérêt sont à zéro et que le pétrole a perdu 50 % de sa valeur en quelques mois... La croissance devrait se compter en pour-cent entier... et pourtant rien, désespérant mais aussi très inquiétant.

Il faut donc se préparer à titre individuel à ce monde sans emploi et avec des revenus en baisse...

Charles SANNAT

LA PORTE RESTE ENTREBÂILLÉE...

10 février 2015 par François Leclerc

S'exprimant depuis Washington aux côtés de Barack Obama, la chancelière Angela Merkel n'a pas voulu fermer la porte aux négociations : « j'ai toujours dit que j'attendais de la Grèce qu'elle fasse des propositions viables afin que nous puissions en parler ». De son côté, Wolfgang Schäuble déclarait hier que « si [la Grèce] veut notre aide, il faut un programme », ajoutant : « je n'ai toujours pas compris comment le gouvernement grec veut s'y prendre ».

Celui-ci ne fait pourtant pas mystère de ses intentions, qui peu à peu se précisent et peuvent se résumer ainsi :

- 1/ L'adoption d'un programme d'aide humanitaire d'urgence.
- 2/ Un accord financier permettant de passer le cap des remboursements de la

dette jusqu'à fin août, le temps de mettre au point un plan de quatre ans qui prendra effet au 1^{er} septembre.

3/ Un engagement limité à 1,5 % d'excédent budgétaire primaire brut pour la suite.

4/ Le démarrage des discussions sur la restructuration de la dette sur la base des propositions déjà faites : remboursement des prêts bilatéraux et du Fonds européen de stabilité financière en fonction de la croissance, et émission de titres perpétuels en échange de ceux détenus par la BCE.

Selon l'agence de presse allemande DPA et une source du ministère des finances grec, un plan de dix mesures couvrant cette période intérimaire et prenant appui sur un courrier de Jean-Claude Juncker est en cours d'élaboration à Athènes, en vue de le présenter à la réunion de l'Eurogroupe de demain mercredi. Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE, est attendu mercredi à Athènes et pourrait lui apporter sa caution. Les représentants de l'Eurogroupe, de la BCE et du FMI ne sont pas associés à ces travaux, auxquels l'administration américaine ne serait pas totalement étrangère.

Yanis Varoufakis avait hier abordé le sujet devant le Parlement, en annonçant être prêt à s'engager sur « 70 % des réformes contenues dans le mémorandum », tout en ajoutant « à partir du moment où les 30 % de réformes qui nous semblent inacceptables sont suspendues ou annulées ». Au plan financier, le gouvernement grec demande le reversement par la BCE des 1,9 milliard d'euros dont elle dispose au titre des intérêts sur les titres de la dette, le déblocage des 5,3 milliards d'euros de la dernière tranche du *plan de sauvetage*, ainsi que le déplafonnement à hauteur de 8 milliards d'euros des émissions de bons du Trésor, les banques continuant à bénéficier des liquidités d'urgence.

La situation de la Grèce est au cœur des discussions informelles du G20 finances qui se tient à Istanbul. George Osborne, le ministre britannique des finances, y a tenu des propos alarmistes en déclarant que « le risque d'un mauvais calcul ou d'un faux pas conduisant à une mauvaise issue grandissent ». « Ici, au G20, nous poussons toutes les parties prenantes à ce différend à trouver une solution commune », a-t-il ajouté. Ce soir, Alexis Tsipras se soumettra au vote de confiance du Parlement grec.

RadioShack fait faillite

par [tiger54](#) » [BusinessBourse](#) Publié le 06 Fév 2015 Source: [affaires.lapresse.ca](#)

L'enseigne américaine de produits électroniques RadioShack a annoncé jeudi son dépôt de bilan et un accord avec un fonds d'investissement pour céder plus de la moitié de ses magasins en Amérique du Nord.

Le groupe a demandé à être protégé par le chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, a-t-il précisé dans un communiqué. C'est un tribunal du Delaware qui doit se prononcer sur cette requête.

Le chapitre 11 est un dispositif qui protège une entreprise en difficulté financière de ses créanciers et lui donne du temps pour restructurer sa dette sous le contrôle d'un tribunal.

Selon l'accord signé avec le fonds d'investissement new-yorkais Standard General, RadioShack va lui céder 2400 de ses 4000 magasins en Amérique du Nord (États-Unis et Mexique). Ce dernier en vendra ensuite 1750 au troisième opérateur téléphonique américain Sprint. Les détails financiers de la transaction ne sont pas dévoilés.

Le groupe, qui précise que ses opérations asiatiques et mexicaines ne sont pas concernées par la faillite, souligne qu'il a demandé l'aval de la justice pour fermer les magasins non concernés par l'accord.

RadioShack, un groupe créé en 1921 à Boston, est pour l'essentiel implanté aux États-Unis. Ses magasins vieillissants écoulent des produits électroniques grand public, allant des téléphones intelligents aux piles, en passant par des tablettes, écouteurs et autres gadgets.

Sa faillite est la conséquence de l'effondrement des ventes face à l'arrivée des mastodontes du commerce en ligne comme Amazon, ou de la grande distribution (Wal-Mart, Costco, Best Buy...).

Mardi, l'opérateur boursier NYSE (New York Stock Exchange) avait suspendu le titre RadioShack de sa plateforme d'échanges.

Mondialisation du passé et mondialisation à venir

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 09/02 LesEchos.fr](#)

Le commerce mondial progresse moins vite qu'avant la crise. En cause : une demande ralentie, des écarts de salaires moins grands, la redécouverte des vertus de la proximité et l'apparition de nouveaux acteurs.

Par Jean-Marc Vittori [Editorialiste aux « Echos »](#)

Les partisans de la démondialisation auraient-ils gagné ? Le commerce international semble cassé. Depuis 2012, il progresse moins vite que la production mondiale ces trois dernières années. En 2015, il devrait augmenter à peine plus rapidement (+ 4,3 % pour les importations contre + 3,6 % pour le PIB, selon [les dernières prévisions de la Commission européenne](#)). Alors qu'il avait au contraire galopé deux fois plus vite que l'activité pendant les deux décennies qui ont précédé la grande crise financière de 2007-2008 ! Il s'agit donc d'une rupture majeure. Une rupture qui ne vient pas de la politique, mais de l'économie et des entreprises.

L'économie d'abord. Car la langueur des échanges reflète évidemment une activité mondiale ralentie par le boulet de l'endettement depuis la crise financière de 2007-2008. Un pays a moins besoin de recourir à des producteurs étrangers quand ses consommateurs achètent peu. *« La mollesse de la demande dans les pays à haut revenu se reflète dans la faiblesse de leurs volumes d'importation, qui dévient de leur tendance antérieure de plus de 20 %, à la fois aux Etats-Unis et dans la zone euro »*, constatent les experts de la Banque mondiale dans [leurs « Perspectives » parues le mois dernier](#) . La déprime de l'Europe serait au fond l'explication du blues commercial international. Mais juste après, ils soulignent que si la faiblesse de la demande a joué un rôle dominant dans le ralentissement du commerce durant la crise et la première année de la reprise, elle n'explique que très peu l'atonie actuelle. *« Pour une même croissance du PIB mondial, la croissance du commerce mondial est devenue plus faible depuis 2011 »*, [constate l'économiste en chef de Natixis, Patrick Artus](#) . Il explique ce changement par le ralentissement de l'industrie. Des années 1990 jusqu'en 2007, sa production grimpait aussi rapidement que celle des services. Depuis, elle va moins vite. Comme les produits franchissent plus souvent les frontières que les services, le déclin relatif de l'industrie pèse sur la pente du commerce mondial.

La géographie du commerce a aussi changé. Les deux premières puissances mondiales sont devenues beaucoup moins gourmandes en produits étrangers.

Selon [une étude publiée en décembre](#) 2014 dans la revue du FMI « Finances & Développement », leurs importations avancent désormais au même rythme que l'activité alors qu'elles augmentaient auparavant moitié plus vite en Chine... et quatre fois plus vite aux Etats-Unis ! C'est le fruit d'un formidable rééquilibrage. En Amérique, les coûts de production ont beaucoup baissé dans l'industrie (réorganisation du travail, financement accru de la protection sociale par les salariés, pétrole et gaz de schiste). En Chine au contraire, les mêmes coûts ont bondi (augmentations massives de salaire, création de cotisations sociales sur les employeurs, réduction du temps de travail). Selon [les calculs du cabinet en stratégie BCG](#) , il revient désormais à peine moins cher de produire dans les régions prospères de Chine que dans le sud des Etats-Unis. L'intérêt de l'échange a singulièrement diminué. Les deux pays semblent mettre en oeuvre le précepte de Mao : « compter sur ses propres forces ».

C'est ici sans doute que se niche une erreur de lecture essentielle sur les mouvements économiques planétaires. La mondialisation effrénée des années 1990 et du début des années 2000 a souvent été analysée comme une rupture, alors qu'il s'agissait d'un moment bien particulier de l'histoire. Un moment provoqué par deux forces : l'ouverture des pays restés plusieurs décennies durant à l'écart des routes du commerce international et l'essor des technologies de l'information. Et animé par un groupe d'acteurs bien précis : les grandes [entreprises multinationales](#), qui ont combiné ces deux forces pour réorganiser leurs chaînes de production à l'échelle planétaire, à une échelle sans précédent. L'économiste Richard Baldwin ramasse cette réorganisation profonde [en une formule limpide](#) : « *Les technologies de l'information et de la communication l'ont rendue possible, l'écart des salaires l'a rendue profitable.* »

Aujourd'hui vient le temps du retour de balancier. D'abord parce que l'écart des salaires s'est réduit, on l'a déjà dit. Ensuite parce que les entreprises sont parfois allées trop loin dans cette démarche et redécouvrent aujourd'hui [des atouts de base qu'elles avaient un peu oubliés](#) dans leur quête obsessionnelle du toujours moins cher - la proximité avec le client, la qualité, la limitation des délais et des coûts du transport. Il y a bien sûr encore des chaînes à remanier, à allonger pour faire un détour utile par l'Asie ou l'Amérique latine. Mais il y a de plus en plus de mouvements dans l'autre sens. D'autant plus que les géants mondiaux ont expérimenté, avec des épisodes comme la

catastrophe de Fukushima, les inondations en Thaïlande ou l'éruption du volcan finlandais Eyjafjallajökull, la vulnérabilité que constitue la dépendance à l'égard d'un fournisseur unique.

Enfin, les grandes entreprises multinationales, qui avaient été les promoteurs de ce qu'on a appelé « mondialisation », sont désormais moins flambantes. La [chaîne de valeur](#) se réorganise autrement. Les firmes qui mènent le jeu aujourd'hui, ce sont de plus en plus ce que les experts du cabinet McKinsey appellent [les « micromultinationales »](#) . Des [start-up](#) qui deviennent mondiales en quelques années, s'emparant d'un maillon de la chaîne de valeur sans forcément jouer à saute-frontières avec les marchandises, comme Bookings, Uber ou Airbnb. Une autre mondialisation s'esquisse.

[La situation en Grèce m'inquiète](#)

[Charles Gave, Institut des libertés 9 février 2015](#)

Je ne peux pas m'empêcher d'avoir une certaine tendresse pour Syriza, le nouveau parti au pouvoir en Grèce, et pour une raison toute simple. Le nouveau premier ministre dit tout simplement la vérité. Ce qu'il dit est simple : Vous pouvez faire tourner n'importe quel modèle (Excel ou n'importe quel autre) en introduisant les hypothèses raisonnables que vous souhaitez sur des choses telles que les taux d'intérêts, le taux de croissance du pays, la pression fiscale et en aucun cas le pays ne sera capable de rembourser sa dette ou même de la servir.

Tsipras qui est en charge maintenant fait donc l'analyse qu'il faut partir de la réalité et ramener la dette Grecque à un niveau où cette dette pourrait être servie et remboursée tandis que l'économie pourrait à nouveau croître. En cela, il rejoint la Parabole de l'Intendant Malhonnête des Evangiles qui va voir chacun des débiteurs de son Maître pour leur demander COMBIEN chacun pouvait rembourser et une fois que cette somme a été payée, toutes les dettes anciennes furent annulées.

Ce que dit le Christ est tout simple : il vaut mieux avoir 50 % de quelque chose que 100 % de rien du tout, et il vaut mieux procéder ainsi que de transformer ses débiteurs en esclaves. Après tout, la productivité des esclaves est notoirement faible...et ils aiment rarement ceux qui les ont mis en esclavage.

C'est ce que les USA ont fait avec l'Allemagne en 1953, remettant 50 % de la dette allemande.

Ce que dit Tsipras est donc assez simple.

La dette Grecque a été accumulée de façon frauduleuse par des bandits de grand chemin, avec la complicité de toutes les autorités Européennes.

Par exemple, jamais la Grèce n'aurait du rentrer dans l'Euro et tout le monde savait que les chiffres étaient manipulés avec l'aide de la plus grande banque d'affaires Américaine. Remarquons que cette même banque a rendu le même service au gouvernement Italien à la même époque, ce qui n'était pas un service à rendre à l'Italie. Une fois la Grèce dans l'Euro, avec leur flair habituel, les grandes banques Françaises ou Allemandes se précipitèrent pour développer la bas leurs activités de prêts. Lorsque la catastrophe se produisit en 2011, les pertes potentielles de ces banques étaient tellement gigantesques que leur survie était en jeu. Une opération de sauvetage fut montée à la hâte, non pas pour sauver la Grèce, mais bien pour sauver les banques.

La perte potentielle de ces banques fut transférée aux autres Etats Européens ou à la BCE, ce qui libéra ces chères, très chères banques du boulet qu'elles s'étaient elles mêmes attaché à la cheville. Et un plan type IMF fut mis en place pour contrôler l'économie grecque. Or ces plans ont toujours les mêmes caractéristiques:

- Hausse des impôts;
- Baisse des dépenses publiques
- Privatisations

Il manquait un léger élément à ce plan fort habituel, présenté par notre DSK national : une dévaluation.

Dans tous les autres plans précédents, imposés à l'Indonésie à la Corée, ou à l'Argentine, comme le but était de faire baisser la demande intérieure jugée excessive, la contrepartie normale était toujours de stimuler les exportations en dévaluant massivement la monnaie locale. Mais voila, quand vous faites partie de l'Euro, toute dévaluation devient impossible. Contraction interne et contraction externe s'additionnèrent.

Et l'inévitable se produisit : l'économie Grecque entra en dépression et le

PIB Grec se contracta massivement. Et la dette en pourcentage du PIB explosa. La Grèce est dans une trappe à dette d'anthologie ou dans tous les cas de figure, la dette augmente plus vite que la richesse créée. Monnaie surévaluée, demande interne en effondrement constant, la situation rappelait fâcheusement celle de la France en 1934 (déflation Laval), qui se termina comme chacun le sait par l'arrivée du front populaire et une solide dévaluation.

Et c'est ce que dit Tsipras.

Ce qui nous amène à la situation actuelle.

Puisque la dévaluation est impossible, puisque la baisse de la demande interne a atteint ses limites humaines, le plus simple serait de se mettre autour d'une table et de procéder à un coût de rabot considérable sur la dette Grecque. Oui mais voilà : Si on le fait l'Italie, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande vont demander la même chose et là, à nouveau les banques allemandes et Françaises seraient en grande difficultés et nombre d'institutions publiques, dont la BCE devraient prendre des pertes gigantesques.

La situation est donc bloquée.

- D'un côté, la Grèce, le débiteur qui ne peut pas payer.
- De l'autre l'Allemagne le créancier qui ne peut pas remettre sa dette à un petit débiteur parce qu'il serait obligée de la remettre à tout le monde, ce qui mettrait en danger tout son système financier.

Il n'a que deux possibilité de sortie à ce système binaire.

- Ou le gouvernement Grec se couche
- Ou la Grèce quitte l'Euro.

Les nouveaux politiciens Grecs ont fait le tour de toutes les capitales en expliquant la situation. La BCE vient de leur répondre en suspendant partiellement les lignes de crédit aux banques Grecques, signifiant qu'il n'y avait rien à négocier.

Il reste au nouveau gouvernement Grec à se coucher.

Je ne sais pas pourquoi, je n'y crois pas trop.

Charles Gave

«SwissLeaks», ou l'investigation commandée

Myret Zaki Bilan.ch 9 février 2015

Les nouvelles pratiques médiatiques soulèvent de nouvelles questions. En effet, Swissleaks est une opération qui s'apparente à du journalisme d'investigation organisé par les services de l'Etat.

Ce dimanche, le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), connu pour ses opérations précédentes «Offshoreleaks» et «Luxleaks», a fait son retour avec «Swissleaks», le déballage mondial des pratiques de la filiale suisse de HSBC. Nous avons eu droit au même battage coordonné que lors des opérations précédentes: des dizaines de Unes simultanées promettant de dévoiler les entrailles du monstre. Des articles d'appel vantant la taille, le poids et le volume des informations: «45 journalistes», «140 pays», «59'000 fichiers». On répétait en boucle que les données HSBC, volées en 2008 par Hervé Falciani, ont été «obtenues» par la presse auprès de «sources gouvernementales françaises». Formulation aux accents marketing surprenants, lorsqu'on sait que les journalistes n'ont pas «obtenu» d'eux-mêmes les informations, mais que, pour reformuler, celles-ci leur ont été dépêchées en mains propres aux bureaux du Monde par des envoyés du gouvernement français.

Journalisme d'investigation commandé ? Le gouvernement français, qui a déjà inculpé HSBC Suisse pour démarchage illicite et blanchiment de fraude fiscale, se fait généreux au point d'offrir en pâture à la presse mondiale les informations qu'il a préalablement nettoyées et rendues lisibles pour le confort des journalistes.

Le travail des journalistes qui se sont plongés dans ces données des semaines durant mérite certes respect et louanges. Mais il faut s'interroger plus loin. D'abord, ce n'est pas de l'investigation. Le terme plus approprié serait certainement «data journalisme». Ensuite, le problème de ces opérations coordonnées, c'est que la presse impliquée en devient uniforme, parle d'une seule voix, présente les faits à l'identique, et l'esprit critique se perd quelque part dans la masse des gigaoctets. On reçoit des données prêtes à l'emploi ? Alors on tape sur la cible sans se poser de questions. Et pendant ce temps, le gouvernement français s'offre une centaine de Unes officiant comme son bras de communication, et achevant son entreprise de dissuader à bon compte les

fraudeurs fiscaux.

Ce nouveau standard de l'enquête journalistique trahit un paradoxe: tandis que les vraies enquêtes, initiées par des journalistes d'investigation, se font très rares, les fuites de données massives, parfaitement organisées, auprès d'équipes de data journalistes prennent le relais et s'institutionnalisent. Et leur valeur se donne à mesurer en «gigaoctets» et en «millions» de documents. Ainsi, l'argumentaire Swissleaks, ce sont d'abord, avant même d'en connaître la teneur ou la pertinence réelle: 59'000 fichiers (3,3 gigaoctets) portant sur 106'000 personnes liées à des comptes HSBC. Auparavant, Offshoreleaks, c'était 2,5 millions de documents et 260 gigaoctets, mais qui souvenons-nous, avaient accouché d'informations peu significatives.

Dans l'affaire d'Hervé Falciani qui nous occupe ici, on a un informaticien qui, sans jamais avoir cherché à parler à sa hiérarchie, vole une année de données, puis tente de les monnayer sous un faux nom au Liban, avant que l'Etat français ne saisisse les données au domicile de ses parents en France. Si l'on considère que le vol initial se justifie par l'intérêt public, il s'agit de faire sens de cette masse d'informations sur la clientèle de HSBC.

S'agissant des pratiques suisses de démarchage actif de clients non déclarés et des anecdotes sordides ou cocasses qui les accompagnent, ce qu'on lit jusqu'ici de Swissleaks s'avère très similaire au vécu d'UBS et de Credit Suisse, déjà amplement exposé par les masses de données des gouvernements américain et français.

Les noms de célébrités figurant dans la liste et les sommes en jeu portent jusqu'ici peu à conséquence, à l'instar des 80'000 euros, relativement insignifiants, de l'humoriste Gad Elmaleh.

La nouveauté, en revanche, semble être que les données HSBC de 2006-2007 attestent d'un laxisme avancé en matière de lutte antiblanchiment. La banque, qui avait déjà dû faire le ménage dans son antenne genevoise en 2012 suite à l'affaire de blanchiment liée aux frères Elmaleh et qui a réglé en 2013 près de 2 milliards de dollars d'amende aux Etats-Unis suite à une affaire de blanchiment de drogue via le Mexique, aurait maintenu en Suisse des comptes de potentats, terroristes, trafiquants d'armes ou autres personnalités sous sanctions. On attend de voir les détails. Pour l'heure toutefois, au rang des personnes politiquement exposées (PEP), les poids lourds restent absents. On apprend par exemple que l'ancien ministre égyptien du commerce et de

l'industrie fait partie de la liste. Mais les comptes de personnalités comme le président déchu Hosni Moubarak, ceux qui nous intéressent vraiment, et que l'Egypte attend toujours de voir rapatriés, sont absents de cette affaire. Y aura-t-il en définitive des comptes de véritables PEP de premier ordre? C'est peu probable. Certes, le roi Mohammed VI du Maroc figure parmi les titulaires de comptes, mais un compte de chef d'État n'est pas en soi considéré comme du blanchiment. Il est considéré comme un compte à "risque accru", à surveiller de près pour détecter les éventuels indices de blanchiment, via des transactions fréquentes, par exemple. Une banque suisse est censée éviter les PEP et les comptes à risque accru, mais n'est pas formellement en faute si, en 2006, elle a accepté d'en ouvrir.

Reste que Swissleaks soulève un problème sérieux: alors qu'on découvre les comptes douteux de cette liste, on sait que le Ministère public de la Confédération en a eu connaissance, et qu'à nul moment la Suisse n'a jugé opportun d'ouvrir une enquête. Il est vrai que les condamnations pour blanchiment d'argent en Suisse, comme ailleurs dans le monde, sont ridiculement rares, et que le discours sur la sévérité de la lutte antiblanchiment est ridiculement surfait, lorsqu'on sait que chaque année, des montants de l'ordre de 1600 milliards de dollars sont blanchis dans des banques (chiffres 2009 des Nations Unies), dont l'essentiel passe par les plus grandes places financières.

Ici, il y a un problème majeur, que le "hacker journalism" aidé par l'Etat, auquel on a affaire ici, aura eu le mérite de révéler. Mais on n'est ici qu'au début de l'investigation journalistique. Comme le phénomène persistant de la soustraction fiscale, le problème du blanchiment reste entier, il est en progression, et il est de portée mondiale. C'est à ce niveau que les journalistes pourraient combiner leurs forces au plan mondial pour enquêter. Quelles sont les nouvelles voies du blanchiment, qui sont également utilisées pour la soustraction fiscale? Comment les blanchisseurs et fraudeurs parviennent-ils à couper les liens entre les comptes bancaires et l'activité illégale à l'origine des fonds, et à effacer la traçabilité de ces derniers ? Les techniques très avancées qui permettent qu'aujourd'hui de tels montants parviennent à être blanchis, au su et au vu de toutes les banques soi-disant très strictes en matière de blanchiment d'argent, sont à étudier et à décortiquer. Un consortium de journalistes qui dévoilerait ces mécanismes au grand jour, au lieu d'attendre que des informations choisies, liées à un agenda politique

spécifique, lui tombent dans le bec, ferait véritablement un travail journalistique d'utilité publique.

Publié le 9 Février 2015 à 8:48

Hervé Falciani : « Les vrais terroristes, c'est le monde de la finance »

Publié le 10 février 2015 par Olivier Demeulenaere



« SwissLeaks » n'est peut être que le début. Les journalistes qui ont révélé le vaste système de fraude fiscale de la filiale suisse de HSBC n'ont eu accès qu'à la « partie émergée de l'iceberg », assure mardi 10 février [au « Parisien »](#) l'ex-informaticien franco-italien de HSBC [Hervé Falciani](#).

Le lanceur d'alerte, visé par un mandat d'arrêt international lancé par la Suisse pour violation de son secret bancaire, souligne que les journalistes n'ont eu accès qu'à « une partie » des informations qu'il a transmises à l'Etat français. « L'administration fiscale en a eu encore bien plus », ajoute-t-il.

Les grandes banques françaises « concernées » ?

Interrogé sur les 106.000 clients particuliers que « Le Monde » dit avoir détectés, Hervé Falciani affirme : « ce n'est que la partie émergée de l'iceberg...Il y en a encore plus que ce qu'ont les journalistes. Plusieurs millions de transactions [entre les banques, NDLR] sont également répertoriées dans les documents que j'ai transmis. Ces chiffres peuvent donner une idée de ce que peut être le dessous de l'iceberg. »

La filiale suisse de la banque HSBC est au centre d'un vaste scandale après que plusieurs journaux eurent assuré qu'elle avait aidé certains de ses

clients, notamment de riches industriels et des personnalités politiques, à cacher des milliards de dollars pour leur éviter de payer des impôts.

Selon Hervé Falciani, « il est impossible que les grandes banques françaises ne soient pas concernées » par ce système de fraude fiscale. « C'est d'une industrie qu'on parle. Donc, bien sûr que les banques françaises sont bien positionnées ».

« Les vrais terroristes, c'est le monde de la finance »

Interrogé sur l'efficacité des législations anti-évasion fiscales mise en place en France après l'affaire Cahuzac et aux Etats-Unis, il avertit que « la réglementation va surtout mettre le paquet sur les clients particuliers qui déclarent un compte en leur nom propre. Ce sont les petits, le fond du panier. Le haut du panier utilise des sociétés, parfois créées de façon frauduleuse. »

Il se déclare en faveur d'une « protection financière aux détenteurs d'informations d'intérêt public » afin de faire « avancer la démocratie ».

Selon nos informations, pour la première fois, trois lanceurs d'alerte ont expressément réclamé à Bercy d'envisager un paiement au nom des « services considérables qu'ils ont rendu à l'Etat français ». Parmi eux : Hervé Falciani.

Selon Hervé Falciani, l'évasion fiscale est « un sujet essentiel, qui n'est pas encore aujourd'hui assez relayé ».

« En proportion, on parle beaucoup du terrorisme », ajoute-t-il. « Mais les affameurs, les vrais terroristes, ceux qui touchent des centaines de millions de personnes, c'est le monde de la finance. »

[Le Nouvel Obs, le 10 février 2015 \(via \[Crashdebug.fr\]\(#\)\)](#)

«La croissance! La croissance! C'est pas une raison pour se faire mal!»

Diane Bérard LesAffaires.com Publié le 09/02/2015



Une scène du film La Guerre des tuques.

«La guerre! La guerre! Ce n'est pas une raison pour se faire mal!», c'était le cri du cœur d'un des héros de «La guerre des tuques». Le petit bonhomme n'avait pas prévu que ça joue si dur dans la forteresse de neige.

Le secrétaire-général de l'OCDE et le gouverneur de la Banque d'Angleterre, eux, nous disent aujourd'hui, «La croissance! La croissance! Ce n'est pas une raison pour se faire mal!»

Alors que les ministres des finances du G20 se réunissent à Istanbul pour discuter de reprise, Angel Gurría et Mark Carney s'inquiètent des dommages collatéraux de l'obsession de la croissance.

Les politiques pro-croissance ne prennent pas suffisamment en considération la réduction des écarts et des inégalités, prévient le secrétaire-général de l'OCDE. Il faut favoriser les politiques qui font l'un et l'autre : assure une croissance robuste et durable tout en réduisant les inégalités. Angel Gurría cite, entre autres, l'éducation des travailleurs peu spécialisés et d'inclusion des femmes au marché du travail. Gurría estime que non seulement la réduction des inégalités ne semble pas être une considération des gouvernements, mais que la plupart des politiques de croissance implantées au cours des dernières années accroissent les inégalités.

Mark Carney, de son côté, estime que l'obsession de la croissance pousse au second plan les efforts de stabilisation du système financier. Il dénonce la «fatigue» qui semble s'installer chez les politiciens. Ils en ont marre de jouer à la police et de réformer de système financier. Ils ont envie de passer à autre chose de plus positif. Ils veulent parler de croissance. «Il ne faut pas lâcher», insiste Carney. Il reste encore des réformes importantes à accomplir, entre autres au niveau de la collaboration internationale.

Bref, la croissance, c'est parfois comme la guerre... ça peut faire mal!

Explosion de l'euro, le jour d'après : ce qui se passerait si la monnaie unique disparaissait brutalement

(et avec le dossier grec, ça n'est pas que de la science fiction...)

Jean-Yves Archer Atlantico 9 février 2015

La Grèce veut renégocier sa dette mais rencontre un mur d'opposition. Le ton monte, au point que le Premier ministre Alexis Tsipras en est venu à réclamer "des indemnités de guerre" à l'Allemagne. Si les relations ne s'apaisent pas entre partenaires européens, l'éventualité d'un éclatement de l'euro pourrait ne plus être si fictionnelle que cela.

Abandon du cours du franc suisse par rapport à l'euro par la Banque nationale suisse, montée des partis populistes aux ambitions controversées vis-à-vis de l'Europe concrétisée par la victoire de Syriza, décision de la BCE de mettre en place une politique d'assouplissement monétaire contre le gré de l'Allemagne... Si l'esprit humain a de manière générale tendance à minimiser les risques, justement parce qu'il ne souhaite pas être confronté au pire, les signes avant-coureurs d'un délitement de l'union monétaire s'accumulent.

Atlantico : Que se passerait-il concrètement si la monnaie unique disparaissait brutalement ?

Nicolas Goetzmann : L'économiste german-américain, Rudiger Dornbush, avait pu déclarer : « Une crise prend bien plus de temps à venir que ce que vous pensez, et lorsqu'elle arrive, cela se produit bien plus vite que vous ne l'auriez pensé ». La situation actuelle est effectivement propice à mouvement de rupture de ce type. Mais si un tel évènement est aujourd'hui possible, il reste encore improbable.

Concrètement, une dissolution de l'euro aurait pour première conséquence de réactiver immédiatement les banques centrales nationales, et c'est la capacité de chaque Etat à afficher un discours monétaire solide et crédible qui

déterminera l'essentiel de la suite des événements. **Bien évidemment, si ce discours tombe dans la facilité et la médiocrité, les pays devront en subir les effets financiers. Ce qui peut aller très loin dans l'idée du désastre.** Si, au contraire, une stratégie monétaire crédible est affichée, immédiatement, menée par une équipe reconnue, les « marchés » suivront. **En l'occurrence, il est difficilement imaginable de voir les 19 pays de la zone euro répondre avec la même cohérence. Une période de fortes turbulences est donc une certitude.**

L'autre point essentiel, c'est le volet juridique. L'intégralité des contrats signés en euros passeront devant les tribunaux, ce qui fera peser une incertitude juridique totale sur l'existant dans l'ensemble de la zone. Ce n'est pas un point mineur, les intérêts économiques croisés sont immenses.

Les intérêts politiques seront principalement guidés par la capacité des Etats à gérer ces intérêts économiques. Chaque état ayant naturellement une propension à tirer la couverture à soi, la confrontation ne pourra pas être amicale. Les tensions entre anciens colocataires sont évidemment à prévoir.

Jean-Yves Archer : La décision suisse vient nous rappeler qu'en matière monétaire, le pouvoir souverain existe. Ainsi, dans le cas de la zone euro, si dislocation il devait y avoir, il faut bien mesurer que plusieurs hypothèses sont envisageables. Quatre méritent d'être décrites ici. Il y a tout d'abord le cas d'un pays sorti du cadre de l'euro pour non-respect des traités. Ceci fait penser à l'hypothèse d'un clash retentissant avec la Grèce mais pose une question juridique non dénuée de portée : rien n'a été prévu pour définir les conditions d'exclusion d'un pays de l'eurozone.

Puis, il y a le cas d'une méfiance totale des marchés et d'une sortie du jeu des échanges mondiaux de notre monnaie unique. Ceci n'est pas une hypothèse impossible même si elle semble se rapprocher de la théorie du cygne noir. Les Etats auraient alors à définir les nouvelles conditions de la création monétaire sous une contrainte temporelle inouïe. On peut imaginer que dans ce cas, bien des Etats adopteraient le dollar comme monnaie du fait de l'urgence et des blocages effectifs des transactions intra-eurozone.

Troisième hypothèse, plusieurs pays du Sud parviennent à négocier leur sortie respective et l'euro devient alors une monnaie plus nordique et plus cohérente. Quatrième hypothèse qui ne relève pas de la fiction, **on peut concevoir que lassés de la situation d'ensemble, l'Allemagne et les pays**

composant son hinterland décide de créer une nouvelle monnaie – une sorte de nouveau mark – pour devenir l'emblème monétaire de la puissance économique de la Mitteleuropa que le groupe de Visegrad appelle de ses vœux.

En Allemagne le Parti pour l'Alternative est en phase avec l'idée qu'il convient que les partenaires les plus proches de l'Allemagne aient une monnaie commune répondant alors aux critères de la zone économique monétaire optimale définie, en théorie économique, par Robert Mundell.

D'autres scénarios sont envisageables mais je ne crois pas à une disparition totale de l'euro au profit d'un violent reformatage du nombre de pays demeurant habilités à faire partie de l'eurozone.

Jean-Marc Daniel : Il ne faut pas se tromper sur les menaces qui pèsent sur la zone euro. Les arguments soi-disant techniques sur l'avenir de l'euro comme l'abandon du change fixe du franc suisse par rapport à l'euro ignorent l'essentiel. Ce qui compte dans une union comme l'union monétaire européenne est la volonté politique des participants de s'associer et de respecter des règles communes. Si l'euro disparaissait, cela signifierait que cette volonté n'existe plus si tant est qu'elle ait existé. Il est des pays et des unions monétaires qui se sont défaits pacifiquement comme la Tchécoslovaquie et d'autres qui se sont défaits dans le drame comme la Yougoslavie ou, on le voit encore en ce moment, l'Union soviétique. Quoiqu'il en soit, les divorces, entre les hommes comme entre les institutions humaines, sont rarement paisibles

Le retour aux devises d'avant l'euro supposerait la redéfinition d'une gamme de billets pour chaque pays puis les conditions d'échange des anciens billets. Pour l'instant, rien n'est prêt physiquement pour la disparition de l'euro. Chaque fois que des unions monétaires ont changé de périmètre (dans le sens de l'extension comme dans celui de la réduction) il y a eu une phase de transition. Quand l'histoire a forcé le destin et a forcé la main des dirigeants, cette phase de transition a été anarchique, cela conduisant en général à de l'inflation. Il est probable que la fin de l'euro signifierait une très forte inflation dans les pays du Sud, France comprise alors que dans les pays du nord, on peut considérer que la stabilité des prix serait garantie. Quand l'Empire austro-hongrois s'est défait, la Tchécoslovaquie a très vite stabilisé sa devise grâce notamment à une assez forte discipline de sa population, alors

que l'Autriche et la Hongrie, clairement identifiées comme des vaincus de la guerre, ont sombré dans l'inflation

Yanis Varoufakis, ministre des Finances du nouveau gouvernement grec, aura l'occasion de défendre à nouveau sa position mercredi 11 février lors d'une réunion exceptionnelle des ministres des Finances européens. Suivant quel scénario la Grèce pourrait-elle être le point de départ de la fin de l'euro ?

Nicolas Goetzmann : Pour que la Grèce provoque la fin de l'euro, plusieurs scénarios paraissent envisageables. Bien que fictifs.

Une sortie « maîtrisée » économiquement

Le premier est le refus de la Grèce de se soumettre aux demandes de ses partenaires. En brandissant le mandat que lui a donné le peuple grec, Syriza peut aller jusqu'au bout et provoquer sa propre sortie. A partir de là, plusieurs réactions sont à prévoir. Si la contagion n'a pas lieu, les partis euro critiques actuels dénonceront alors une Europe inégalitaire, qui se permet de renvoyer son membre le plus fragile après lui avoir imposé une injuste cure d'austérité. La zone euro serait alors perçue comme une zone de compétition économique exclusive, dont les « mauvais élèves » sont renvoyés. **Le fait, par exemple, que la Grèce soit le berceau de la civilisation européenne n'ait aucune importance pour un tel ensemble, en dit long sur son ambition.** Ce qui aurait pu être un ensemble politique n'est en réalité qu'un centre commercial. D'autres Syriza émergeront alors, jusqu'à la fin politique de l'ensemble. La montée en puissance de Podemos en Espagne, premier parti dans les sondages, en est le premier exemple.

Une sortie non maîtrisée

La sortie de la Grèce donnera un signal aux marchés financiers. La zone euro qui était considérée jusqu'alors comme indivisible, devient alors divisible. Les arbitrages se feront en conséquence et les pays le plus fragiles se retrouveront rapidement menacés. Les banques des pays périphériques peuvent rapidement être attaquées, et on repart alors pour un tour avec une doctrine des pays du nord qui continue de se durcir. **Ce risque de contagion est en réalité maximal; ne pas vouloir le prendre en compte relève d'une arrogance malade de la part des dirigeants.**

La réussite de la Grèce en dehors de la zone euro

C'est le scénario le plus cocasse. Il s'agirait pour la Grèce de sortir de la zone euro, et, après un choc sévère supplémentaire sur son économie, de recommencer à retrouver une croissance rapide. Notamment avec l'aide de nouveaux partenaires comme la Russie. **Une telle hypothèse n'est envisageable que si le gouvernement en place parvient effectivement à remplir son rôle, assurer le respect de la règle fiscale, réformes structurelles, lutte anticorruption etc.** Si après deux années, le pays est en ordre de marche, que le chômage baisse et que l'espoir renaît, les autres pays de la zone euro pourraient commencer à avoir des doutes sur leur propre situation. Mais ce scénario me paraît le moins crédible, il suppose une sortie de la Grèce maîtrisée économiquement, une non contagion au reste de la zone euro, une réussite totale du gouvernement grec, et un aveuglement continu des européens. Cela fait quand même beaucoup, même si l'aveuglement européen reste une valeur sûre.

Jean-Yves Archer : Les trois hypothèses qui viennent d'être décrites par Nicolas Goetzmann font sens et s'inscrivent dans le champ des avenir possibles. Pour ma part, j'ai eu l'occasion de noter que l'Italie est en récession depuis plusieurs années: la croissance y est négative depuis 2012. Ainsi : -2,3% en 2012, -1,9% en 2013, -0,3% en 2014 et un prévisionnel 2015 situé dans une fourchette de +0,3 à +0,5%. Parallèlement, la dette connaît une évolution préoccupante : 122,2% en 2012, 127,9% en 2013, 132,4% en 2014 et un prévisionnel de 134,2% en 2015.

Ainsi, la dette s'est accrue de plus de 12 points de PIB en trois ans ce qui est, en arrondi, un rythme double de celui de la France qui tangente pourtant déjà les 100% de son PIB. Dans ce contexte, il est fort possible qu'une tension sur les taux grecs amènerait les marchés à revisiter la solidité des économies du Sud de l'eurozone et à accélérer le risque de fractionnement de la zone en emportant l'Italie dans ce fracas monétaire.

Jean-Marc Daniel : On assiste à un bras de fer où les Grecs se refusent à quitter l'euro tandis que leurs partenaires multiplient les conditions les concernant comme s'ils voulaient les obliger à prendre l'initiative de leur sortie.

Au stade où nous en sommes, on peut considérer que si les Grecs quittaient l'euro, cela se ferait de façon concertée.

Il y a alors trois hypothèses possibles :

- la Grèce retrouve les drachmes d'avant 2002 sans que cela n'affecte les autres pays. C'est un peu ce qui s'est passé dans les années 60 pour la zone France quand le Mali a décidé de la quitter. La sortie a été négocié avec les autres pays de la zone et le Mali a pu préparer sa sortie, notamment en imprimant des nouveaux billets ;

- le chacun pour soi, chaque pays imitant la Grèce et reprenant sa totale liberté de politique monétaire. Dans ce cas-là, les banques centrales de chaque pays seraient à la manœuvre et prendraient l'initiative de renationaliser la politique monétaire ;

- une situation intermédiaire dans laquelle la zone se fracture en deux blocs, la Grèce n'appartenant à aucun des deux. Il y aurait alors un bloc sud endetté réintroduisant une forte inflation pour effacer ses dettes. Ce bloc comprenant notamment la France et l'Italie reviendrait aux politiques d'inflation/dévaluation d'antan, dont il avait réussi à se débarrasser dans les années 80. Le bloc du nord, construit autour de l'Allemagne entamerait un processus inverse de hausse de sa devise et de stabilité des prix voire de déflation. Cette hypothèse suppose la dissolution de la BCE et la création de deux nouvelles banques centrales, ce qui fait d'elle la plus improbable.

Le gouvernement grec est confronté à l'opposition de ses partenaires européens. Récemment, c'est Wolfgang Schäuble qui a déclaré être dans l'impasse après son entrevue du jeudi 5 février avec Yanis

Varoufakis : "Nous sommes d'accord pour dire que nous ne sommes pas d'accord". L'Allemagne pourrait-elle décider de ne plus payer pour les autres ?

Nicolas Goetzmann : Ce scénario est encore totalement fictif, mais il permet de comprendre la situation actuelle. **L'Allemagne domine la zone euro de la tête et des épaules, et sa population trouve ça « normal » puisque son poids économique est prédominant.** Si d'autres pays européens jugent l'Allemagne trop stricte, sa population a plutôt tendance à se considérer

comme étant trop souple. Et ce sont les « autres » qui profiteraient des largesses allemandes. Dans de telles conditions, si Syriza parvient à obtenir des concessions importantes, cela provoquera un fort sentiment d'injustice en Allemagne, et du rejet. Et puisque l'Allemagne est déjà le pays où l'euro est le plus impopulaire, même si cela est totalement contradictoire avec ses propres intérêts, la rupture serait proche. **D'autant plus que la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe pourrait elle-même considérer que l'évolution de la zone euro va à l'encontre de la loi fondamentale allemande, et précipiterait alors un désengagement du pays sur certains volets.** C'est-à-dire, pour être clair, la fin de l'ensemble.

Jean-Yves Archer : Européen convaincu, je ne peux hélas qu'apporter mon accord à cette analyse notamment sur la montée de l'impopularité de l'euro dans les villes hanséatiques. **Au plan technique, je forme le souhait que les Grecs qui présentent désormais un solde budgétaire primaire excédentaire ne seront pas maximalistes et accepteront un allongement de la maturité de leur dette** (sans exiger la rente dite perpétuelle) et sans exiger d'excessives renégociations sur le principal. Mandaté par son peuple pour négocier âprement ne veut pas dire jouer avec un lance-flammes face à ses partenaires qui, là, ne pourraient que se braquer à l'instar des récentes déclarations du Portugal. Comme l'a écrit Jean Cocteau : "Le tact dans l'audace, c'est de savoir jusqu'où on peut aller trop loin". **Pour le reste, je ne peux que répéter qu'une Allemagne lassée est un pays au bord de l'abandon de l'euro.**

Jean-Marc Daniel : Pour l'instant, personne n'a réellement payé si ce n'est chaque pays pour lui-même au travers des politiques d'austérité. Le Fonds européen de stabilité financière a acheté par exemple pour 145 Mds € de dette publique grecque ; mais pour ce faire, il a emprunté et n'a fait appel aux impôts de personne. La solidarité est pour l'instant sous forme de dette et non d'impôt. **Ce que l'Allemagne pourrait décider, c'est de refuser de continuer à s'associer à un processus qui par l'accumulation de dettes et par les assouplissements monétaires conduit d'abord intellectuellement puis ensuite pratiquement à faire de l'inflation un élément de résolution des problèmes.** Plus généralement les pays comme la Finlande ou les pays baltes sont plus agacés par le comportement des Grecs que par le fait de payer ou de ne pas payer. Le fait que de la création de l'euro à 2009, les salaires de la fonction publique ont augmenté de 116% en Grèce contre 36%

en moyenne dans la zone irrite les autres pays d'autant que sur cette période la Grèce n'a jamais respecté le pacte de stabilité et de croissance.

Dans ces conditions, des prétentions nouvelles des Grecs achèveraient de les déconsidérer aux yeux de leurs partenaires et pourraient conduire assez vite au point de non retour.

La Grèce a marqué à la fin du mois de janvier sa proximité avec la Russie, ce qui n'a pas manqué de provoquer plusieurs réactions, comme celle de Martin Schulz : "J'ai appris avec consternation que la Grèce a aujourd'hui abandonné la position commune de l'Union européenne sur la Russie. Vous ne pouvez pas, d'un côté, demander la solidarité de l'Europe comme le fait M. Tsipras pour ensuite poser comme premier acte officiel la fin de la position commune européenne" ([voir ici en anglais](#)). D'autres pays auraient-ils intérêt, dans l'hypothèse d'une disparition de l'euro, à rechercher un partenariat économique et politique plus marqué à l'Est ?

Nicolas Goetzmann : Que la Grèce ait des affinités, notamment religieuses, avec la Russie, affinités également partagées par Chypre n'est pas une surprise. Il est même absurde de ne pas le voir et la réaction de Martin Schulz semble naïve à cet égard. **Mais dans un scénario d'éclatement de l'euro, ce qui est le plus inquiétant ici, c'est effectivement une confrontation Allemagne-Russie.** Car L'Allemagne vise à l'est depuis plusieurs années. Ainsi, un éclatement européen ne la mettrait plus en situation de représenter l'ensemble de l'Europe, mais de se représenter elle seule. La compétition d'influence à l'est serait alors directe entre les deux pays. La Pologne, les Pays Baltes, l'Ukraine... apprécieront.

Jean-Yves Archer : La mise sous tension que veut imposer la Grèce à l'Europe suppose des excès et des maladresses. Si tout ce bruit devait, en revanche, se concrétiser par le renforcement des liens entre la Grèce et la Russie par-delà les positions officielles de l'Union, il y aurait un vrai problème de cohérence et d'alignement stratégique. **Dans l'hypothèse d'une disparition de l'euro, l'Allemagne bâtirait un ensemble d'Europe centrale (Mitteleuropa) qui changerait bien des équilibres en Europe.** Comme pourrait alors l'écrire l'économiste Jacques Sapir, la France représenterait un bel enjeu pour la Russie : un contrepoids géostratégique.

Jean-Marc Daniel : Le nouveau gouvernement grec fait vibrer la corde nationaliste et inscrit ses revendications dans la théorie d'un monde orthodoxe victime des agressions répétées de l'Occident. C'est de la politique pure qui doit selon l'expression même des nouveaux dirigeants d'Athènes combler ce qui est le plus lourd déficit dont souffre la Grèce, à savoir ce qu'ils appellent un « déficit de dignité ». **La disparition de l'euro remettrait en cause la notion même de construction européenne. Elle signifierait un retour au protectionnisme soit monétaire sous forme de dévaluations brutales soit directement sous forme de restriction aux échanges commerciaux.** Ce repli généralisé se ferait indépendamment de la Russie ou de la Chine.

Après des décennies d'échanges commerciaux facilités politiquement, comment les économies nationales pourraient-elles réagir ?

Nicolas Goetzmann : Pour absorber un tel choc, les Etats européens auront rapidement intérêt à soutenir leur demande intérieure plutôt que de poursuivre la doctrine mercantiliste actuelle. Il s'agit d'abord de stabiliser son économie, son taux de chômage, et d'instaurer une politique rendant l'économie de chaque pays un peu moins dépendante aux échanges extérieurs. **Il ne s'agit pas de forcer le protectionnisme, mais que chacun surfe sur sa propre consommation en priorité, avant de penser à exporter à tout prix.** Car c'est ce type de politique qui est l'origine du climat actuel de délitement, il ne s'agit pas de poursuivre. **Les Etats-Unis vont bien parce qu'ils ne dépendent que d'eux-mêmes, ils n'exportent que 11% de leur PIB.** Même la France en exporte plus du double. Que chacun prenne soin de sa demande intérieure est la condition essentielle à un développement plus harmonieux des échanges internationaux. Cela évite d'accuser les autres de vouloir provoquer des déséquilibres. Comme le font la Chine et l'Allemagne depuis 15 ans.

Jean-Yves Archer : **L'euro disparu, c'est presque 28% des contrats du commerce mondial qui seraient monétairement orphelins. Autant dire que le dollar en profiterait pour relancer sa suprématie dans une perspective future – mais pas si lointaine – de compétition avec la monnaie chinoise.** S'agissant de la France, je pense que renouer avec une monnaie strictement nationale nous limiterait et serait globalement un handicap. Se tourner vers la livre Sterling (dans le même désarroi que lors du projet de fusion du 16 juin

1940) semble irréaliste compte-tenu des divergences de nos économies et de nos secteurs financiers respectifs. Il reste des hypothèses avec d'autres pays (Espagne, Belgique, etc.) qui ne nous dispenseraient pas d'être obligés de recourir au dollar pour libeller nos échanges extérieurs. Comme pour les produits énergétiques à ce jour.

Jean-Marc Daniel : Il est certain que le repli protectionniste se traduirait par un appauvrissement immédiat. Ensuite, au gré des redistributions opérées par l'inflation, on assisterait à un désendettement général. A terme, les pays auraient le choix entre la stagnation du pouvoir d'achat compensée par la baisse du chômage ou un nouveau départ dans la mondialisation avec des politiques de stabilisation du change reproduisant peu ou prou les politiques d'austérité d'aujourd'hui.

Au regard des conséquences politiques et économiques d'un tel évènement, quelle serait la meilleure réaction du gouvernement français ?

Nicolas Goetzmann : Si l'hypothèse de base est une sortie de l'Euro, il n'y a pas de réelle question de positionnement, il faut agir.

Encore une fois, la première chose à faire est de mettre sur pied une politique monétaire crédible avec une équipe reconnue. Aller chercher un banquier central digne de ce nom, et si possible, apprécié par les marchés pour ses compétences. Parce que cela ne court pas les rues, et il faudrait même être prêt à engager un étranger. **Les Anglais sont bien allés chercher un canadien, Mark Carney, et le résultat est plus que satisfaisant.**

L'objectif est de reprendre la main et donc de mettre en place, très rapidement, un pacte de réformes à mettre en œuvre. Si la reprise en main du monétaire peut permettre d'améliorer la tendance de la conjoncture économique, il faudra en profiter à la seconde même. Se servir du choc pour construire un futur. Les fameuses réformes structurelles, un plan d'infrastructures etc.

Ensuite, il faut évidemment jouer l'apaisement avec l'Allemagne, parce que le niveau des échanges bilatéraux est colossal entre les deux pays. Et

une main tendue aux pays qui vont souffrir le plus.

Jean-Yves Archer : J'aimerais croire que notre pays resterait arrimé au peloton de tête des économies européennes, donc en lien étroit avec l'Allemagne. Or, chacun peut constater l'évolution historique. Il y a dix ans, une Skoda était un véhicule de très moyenne gamme. Désormais, reconfigurée par VW, cette marque fournit des véhicules qui concurrencent aisément Peugeot ou Renault. Cet exemple sectoriel montre que notre spécialisation internationale s'éloigne du modèle du haut de gamme rémunérateur et d'autres secteurs sont dans la même perspective. **Pendant ce temps-là notre gestion publique est erratique sur plus d'un sujet depuis plus de 20 ans. Dès lors, en monnaie locale (en nouveau franc) je crois que nous aurions 3 ou 4 ans de pression à la baisse sur notre monnaie** soit via des dévaluations subies (exemples de Jacques Delors en 1982) soit via une dépréciation dynamique en taux de change flottant. Dès lors, notre équation nationale serait simple à résumer : rebond de compétitivité ou appauvrissement étendu ?

Jean-Marc Daniel : Le gouvernement français ne doit pas se tromper de combat. Il faut préserver l'euro avec ou sans la Grèce. **Si les Grecs refusent d'appliquer le mémorandum de 2012 définissant les réformes structurelles à mener pour obtenir l'aide de l'Europe, il faut envisager leur sortie de l'euro, mais il faut le faire de façon ordonnée et faire en sorte que cela soit perçu comme un cas exceptionnel et non comme le début d'un processus.** La France a été protégée jusqu'à présent par l'euro qui lui permet entre autres d'emprunter à des taux très bas, inférieurs aux taux britannique ou américain. La fin de l'euro serait pour elle le début d'une régression inflationniste de son économie et la fin d'un projet politique qui fut au départ avant tout le sien.

Propos recueillis par Alexis Franco